

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-strategie-du-chaos-des-neocons-touche-l-Europe>

La stratégie du chaos des néocons touche l'Europe

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : jeudi 24 septembre 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le chaos des réfugiés qui se développe en Europe, aujourd'hui - médiatisé par les photos poignantes du petit Aylan Kurdi dont le corps a échoué sur une plage de Turquie - est né des ambitions démesurées des néocons US (conservateurs américains) et leurs acolytes les libéraux interventionnistes qui ont décidé de transformer le Moyen Orient et d'autres parties du monde par la stratégie du « changement de régime » .

Au lieu des mirifiques promesses de « promotion de la démocratie » et de « droits de l'homme », ces « anti-réalistes » n'ont fait que répandre la mort, la destruction et la déstabilisation à travers le Moyen Orient et certaines régions d'Afrique, puis, aujourd'hui, en Ukraine et au coeur de l'Europe. Cependant, comme ces forces néocons contrôlent toujours le « Discours Officiel », leurs théories, comme le fait qu'il n'y a pas assez de « changements de régime », bénéficient toujours la Une des médias.

Par exemple, Fred Hiatt, éditorialiste néocon du *Washington Post*, a accusé les « réalistes » d'être responsables de la cascade de catastrophes. Hiatt les a accusés, eux et le président Barack Obama, de ne pas être intervenus plus agressivement en Syrie dans le but de renverser le président Bachar al-Assad, depuis longtemps candidat des néocons au « *changement de régime* » .

En réalité, on peut faire remonter cette explosion accélérée de souffrances humaines à l'influence sans égale des néocons et de leurs compagnons de route libéraux qui se sont opposés à tout compromis politique, et, dans le cas de la Syrie, ont bloqué tout effort réaliste de trouver un accord de partage de pouvoir entre Assad et ses opposants politiques non terroristes.

Dès 2014, les néocons et les « *faucons libéraux* » ont saboté les accords de paix syriens à Genève en bloquant la participation iranienne et en transformant la conférence sur la paix en compétition unilatérale de vociférations durant laquelle les dirigeants de l'opposition syrienne financée par les États-Unis ont hurlé sur les représentants d'Assad qui sont rentrés chez eux. Pendant ce temps, les journalistes du Post et leurs amis n'ont eu de cesse de harceler Obama pour bombarder les forces d'Assad.

La folie de l'approche des néocons est devenue plus évidente l'été 2014 lorsque l'IS (l'État islamique), un rejeton d'Al-Qaïda qui a massacré des Syriens soupçonnés d'être favorables au gouvernement, a intensifié sa campagne sanglante de décapitation en Irak où ce mouvement hyper brutal a d'abord émergé comme « Al-Qaïda en Irak » en réponse à l'invasion US en 2003.

Il aurait dû être clair à la mi-2014 que si les néocons avaient réussi et si Obama avait lancé une campagne massive de bombardement pour détruire l'armée d'Assad, le drapeau noir du terrorisme aurait flotté sur la capitale syrienne de Damas et le sang aurait coulé à flots dans les rues.

Mais, aujourd'hui, un an plus tard, les « *Hiatt* » n'ont pas appris la leçon, et le chaos que fait exploser la stratégie néocons est en train de déstabiliser l'Europe. Aussi choquant et dérangeant que cela puisse l'être, rien de cela ne devrait être une surprise, les néocons ayant toujours entraîné le chaos et la destruction dans leur sillage.

La première fois que j'ai rencontré les néocons dans les années 1980, on leur avait donné l'Amérique Latine comme terrain de jeu. Le président Ronald Reagan avait accrédité plusieurs d'entre eux, et fait entrer dans le gouvernement US des illuminés comme Elliott Abrams et Robert Kagan. Mais Reagan les avaient maintenus relativement hors du «

Royaume de la toute-puissance » : le Moyen Orient et l'Europe.

Ces zones stratégiques étaient réservées aux « adultes », des gens comme James Baker, George Schultz, Philip Habib et Brent Scowcroft. Les pauvres centre-Américains, occupés à essayer de se débarrasser de générations de répression et de sous-développement imposés par des oligarchies de droite dure, ont dû affronter les idéologues néocons qui ont généré escadrons de la mort et génocides contre les paysans, les étudiants et les travailleurs.

Sans surprise, il arriva un flot de réfugiés, particulièrement du Salvador et du Guatemala, vers le nord et les États-Unis. Le « succès » des États-Unis, dans les années 1980, en écrasant les mouvements sociaux progressifs et en renforçant les contrôles oligarchiques, a laissé la plupart des pays d'Amérique centrale dans les griffes de régimes corrompus et des syndicats du crime, entraînant toujours plus de vagues de ce que Reagan appelait les « *feet people* » (les gens à pied) par le Mexique à la frontière sud des États-Unis.

Installer le chaos au Moyen Orient

Mais les néocons n'étaient pas satisfaits d'être assis à la table des enfants. Pendant l'administration Reagan, ils ont essayé de se hisser parmi les « adultes » à la table des grands. Par exemple, des néocons comme Robert McFarlane et Paul Wolfowitz, ont poussé la politique de leurs amis Israéliens contre l'Irak que les Israéliens considéraient alors comme un contrepoids à l'Irak. Cette stratégie a finalement conduit à l'« *affaire Iran-Contra* », le pire scandale de l'administration Reagan.

L'aile droite et les médias dominants US n'ont jamais admis l'histoire compliquée de l'*Iran-Contra* et l'information sur différents aspects de criminalité dans ce scandale n'a jamais été diffusée. Les démocrates ont, également, préféré le compromis à la confrontation. C'est pourquoi, la plupart des néocons importants ont survécu aux affres de l'*Iran-Contra*, laissant leurs membres bien en place pour la phase suivante de leur montée en puissance.

Dans les années 1990, les néocons ont mis en place une infrastructure bien financée de *think-tanks* et de médias, bénéficiant à la fois des largesses des militaro-industriels qui finançaient les *think-tanks* et des organismes financés par le gouvernement comme le *National Endowment for Democracy* (NDM) (Fonds national pour la démocratie) dirigé par le néocon Carl Gershman.

Les néocons ont politiquement tiré le plus grand parti de la guerre du Golfe 1990-1991 grâce à l'armée des États-Unis. De nombreux Américains ont commencé à considérer la guerre comme amusante, un jeu vidéo dans lequel les forces « ennemies » étaient détruites à distance. Dans les programmes TV d'actualités, les commentateurs au discours musclé ont fait fureur. Si vous vouliez être pris au sérieux, vous ne pouviez pas vous tromper en prenant la position la plus machiste, ce que j'appelle parfois l'« *effet grondement er-er-er* ».

Combiné avec l'écroulement de l'Union soviétique en 1991, la notion de suprématie militaire US fut sans égale et sans contestation, et a engendré les théories néocons visant à transformer la « diplomatie » en « ultimatums » US. Au Moyen Orient, cette vision fut partagée par les Israéliens de la ligne dure qui en avaient assez de négocier avec les Palestiniens et autres Arabes.

À la place des négociations, il y aurait un « changement de régime » pour tout gouvernement qui n'adopterait pas la ligne. Cette stratégie a été élaborée en 1996, quand un groupe de néocons, dont Richard Perle et Douglas Feith, sont intervenus en Israël pour soutenir la campagne de Benjamin Netanyahu et ont concocté un document stratégique intitulé : « [A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm](#) ».

L'Irak a été la première cible sur la liste des néocons, mais suivait immédiatement la Syrie et l'Iran. L'idée centrale était qu'une fois éliminés ou neutralisés les régimes aidant les Palestiniens et le Hezbollah, Israël pourrait dicter ses conditions de paix aux Palestiniens qui n'auraient d'autre choix que d'accepter ce qu'on leur offrait.

En 1998, le projet [Project for the New American Century](#), élaboré par les néocons Robert Kagan et William Kristol, appelait à une invasion US de l'Irak, mais le président Bill Clinton a reculé devant une décision aussi extrême. La situation a changé, cependant, à l'arrivée du président George W. Bush et les attaques du 9/11 (attentats des *Twin Towers*) qui ont terrifié et rendu furieuse l'opinion publique US.

Immédiatement, les néocons ont eu un Commandant en Chef pour approuver la nécessité d'éliminer Saddam Hussein, et il ne fut pas difficile de persuader les Etasuniens, bien que l'Irak et Saddam Hussein n'avaient rien à voir avec le 9/11 (cf www.consortiumnews.com « [The Mysterious Why of the Iraq War](#) »)

La mort du « Réalisme »

L'invasion de 2003 a sonné la mort du « réalisme » en matière de politique étrangère à Washington. Vieux ou morts, les « adultes » se turent ou ont fait la sourde oreille. Du Congrès et de l'Exécutif aux *think-tanks* et aux principaux médias d'information, pratiquement tous les « leaders d'opinion » étaient des néocons et de nombreux libéraux se rangèrent derrière les arguments de Bush en faveur de la guerre.

Et même si le « *groupe pensant* » de la guerre d'Irak avait pratiquement complètement tort à la fois sur les armes de destruction massive comme justification de la guerre et sur l'idée que ce serait « du gâteau » de mettre en place un nouvel Irak, pratiquement aucun de ceux qui avaient soutenu le fiasco, n'a été sanctionné pour l'illégalité de l'invasion ou pour le soutien à un plan totalement dénué de bon sens.

Au lieu de répercussions négatives, ceux qui ont soutenu la guerre en Irak - les néocons et leurs complices Libéraux et Faucons (aile dure des Républicains) ont essentiellement renforcé leur contrôle sur la politique étrangère américaine et les majors du secteur médiatique d'information. Du *New York Times* et *Washington Post* à la *Brooking Institution* et l'*American Enterprise Institute*, le programme de « *changement de régime* » a continué d'élargir son influence.

Peu importait que la guerre sectaire en Irak tue des centaines de milliers de personnes et provoque le déplacement de millions d'autres ou qu'elle donna l'occasion d'émerger à la branche impitoyable d'al Qaïda en Irak. Pas même l'élection de Barack Obama, en 2008, pourtant un opposant à cette guerre, n'a changé cette dynamique globale.

Plutôt que de résister au nouvel ordre en matière de politique internationale, Obama s'est incliné, retenant des joueurs clés de l'équipe de sécurité nationale du président Bush, tels que le Secrétaire à la Défense, Robert Gates et le général David Petraeus, et recrutant des va-t-en-guerre démocrates, dont Hillary Clinton qui est devenue Secrétaire d'État, et Samantha Power du Conseil national de sécurité.

Ainsi, le culte du « *changement de régime* » n'a pas seulement survécu au désastre irakien, il s'est développé. Chaque fois qu'un problème émergeait à l'étranger, « La » solution était le « *changement de régime* », accompagné de l'habituelle diabolisation d'un dirigeant ciblé, du soutien à une « opposition démocratique » et d'appels à l'intervention militaire. Le président Obama, probablement un « *closet realist* » (réaliste de cabinet) s'est retrouvé dans le rôle du « timoré en chef », poussé, à contrecœur, d'une croisade pour un « *changement de régime* » à une autre.

En 2011, par exemple, la Secrétaire d'État, Hillary Clinton et Samantha Power, du *Conseil National de Sécurité*, ont convaincu Obama de s'allier avec quelques dirigeants européens « *chauds pour la guerre* » [Sarkozy et Cameron] pour réussir le « *changement de régime* » en Libye, où Mouammar Kadhafi s'était lancé dans l'offensive contre des groupes qu'il avait identifiés comme des terroristes islamistes, dans l'est libyen.

Pour Clinton et Power il s'agissait de tester leurs théories de « *guerre humanitaire* » - ou « *changement de régime* » - visant à chasser du pouvoir un « voyou » comme Kadhafi. Obama a rapidement adhéré et, avec le soutien technologique crucial de l'armée US, une campagne de bombardements dévastateurs a détruit l'armée de Kadhafi, l'a chassé hors de Tripoli, pour finalement le conduire à son assassinat par la torture.

Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort !

Hillary Clinton s'est dépêchée de tirer parti de ce « *changement de régime* ». Dans un échange d'*email*, en août 2011, son ami de longue date et conseiller personnel, Sidney Blumenthal, fit l'éloge de la campagne de bombardement visant à détruire l'armée de Kadhafi et salua l'expulsion du dictateur gênant de Tripoli. « Tout d'abord, bravo à vous ! C'est un moment historique et c'est à vous qu'on l'attribuera », écrivait Blumenthal à Clinton le 22 août 2011. « Si Kadhafi lui-même est finalement renversé, vous devriez, bien sûr, faire une déclaration publique devant les caméras où que vous vous soyez, vous devez aller devant les caméras. Vous devez entrer dans les archives de l'Histoire à ce moment-là... La phrase la plus importante est : « *stratégie victorieuse* ».

Clinton transmet le conseil de Blumenthal à Jake Sullivan, un proche assistant du Département d'État. « SVP, lire ci-dessous, écrit-elle, Sid a bien vu ce que je dois dire, mais c'est conditionné à la chute de Kadhafi qui donnera une dimension plus spectaculaire. J'hésite car je ne sais pas combien j'aurais d'occasions ».

Sullivan répondit : « Cela peut être bon pour vous de vous exprimer juste après son départ, pour marquer le coup... Vous pouvez aussi donner plus de poids en vous présentant physiquement, mais il paraît censé de formuler quelque chose de définitif, comme, par exemple, la Doctrine Clinton ».

Cependant, lorsque Kadhafi a abandonné Tripoli ce jour-là, le président Obama a saisi cette occasion pour faire une déclaration triomphale. Clinton a dû attendre jusqu'au 20 octobre 2011, lorsque Kadhafi fut capturé, torturé et assassiné, pour exprimer sa satisfaction sur le « *changement de régime* ».

Dans une interview télévisée, elle a célébré la nouvelle dès qu'elle s'est affichée sur son téléphone mobile en paraphrasant la célèbre déclaration de Jules César après la victoire des Romains en 46 av. J.C : « *Veni, vidi, vici* » - (Je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu). Clinton a adapté la fanfaronnade de César en « Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort ». Puis elle a ri et applaudi.

Il est probable que la « *Doctrine Clinton* » serait devenue une stratégie d'« *interventionnisme libéral* » pour procéder à un « *changement de régime* » dans des pays en crise, où le dirigeant cherchant à éliminer une menace sécuritaire, et dont les États-Unis désapprouvent l'action. Mais le problème avec la fanfaronnade de Clinton sur la « *Doctrine Clinton* », c'est que l'aventure libyenne a rapidement tourné à l'aigre. Les terroristes islamistes contre lesquels Kadhafi avait mis en garde, se sont emparés de vastes pans de territoire et ont transformé le pays en un nouveau « champ de ruines », comme en Irak.

Le 11 septembre 2012, l'attaque du consulat des États-Unis à Benghazi et la mort de l'ambassadeur Christopher Stevens et trois autres membres du personnel diplomatiques a fait exploser cette réalité aux yeux des Américains. Il est apparu que Kadhafi n'avait pas tout à fait tort sur la nature de son opposition.

Finalement, la violence extrême en Libye s'est tellement développée de façon incontrôlée que les États-Unis et les

pays européens ont abandonné leurs ambassades à Tripoli. Depuis, les terroristes de l'État islamique se sont mis à décapiter des chrétiens coptes sur les plages libyennes et à massacrer d'autres « hérétiques ». En pleine désastre, la Libye est devenue une voie pour les migrants désespérés qui cherchent un passage vers l'Europe en traversant la Méditerranée.

Guerre à Assad

Parallèlement au « *changement de régime* » en Libye, la même démarche a été engagée en Syrie. Les néocons et les interventionnistes libéraux ont fait pression pour le renversement du président Bachar al-Assad, dont le gouvernement s'est fissuré en 2011 après ce qui est rapidement devenu une rébellion violente conduite par des éléments extrémistes, bien que la propagande occidentale l'ait présentée comme l'opposition « modérée » et « pacifique ».

Pendant les premières années de guerre civile en Syrie, le prétexte fut la répression injustifiée de ces rebelles « modérés » et la seule réponse fut le « *changement de régime* » à Damas. Les affirmations d'Assad selon lesquelles l'opposition incluait de nombreux extrémistes islamistes fut largement méprisée, comme le furent les avertissements de Kadhafi en Libye.

Le 21 août 2013, une attaque au gaz sarin dans la banlieue de Damas a tué des centaines de civils. Le Département d'État et les médias dominants ont immédiatement accusé les forces d'Assad en même temps qu'ils exigeaient une vengeance militaire contre l'armée syrienne.

Malgré les doutes au sein des milieux du renseignement US sur la responsabilité d'Assad dans cette attaque, que certains analystes considèrent, au contraire, comme une provocation terroriste anti-Assad, les vociférations des néocons de Washington et des interventionnistes libéraux en faveur de la guerre furent intenses et tout doute fut balayé d'un revers de la main.

Cependant, le président Obama, conscient du scepticisme des milieux du renseignement, a renoncé à une frappe militaire et finalement oeuvré à un accord négocié par le président russe Vladimir Poutine dans lequel Assad acceptait de remettre tout son arsenal chimique, bien qu'il continuât à nier son implication.

Bien que l'accusation contre le gouvernement syrien à propos de l'attaque fut finalement tombée à l'eau - avec l'accumulation des preuves d'une opération déguisée par les radicaux sunnites pour tromper les Etasuniens et les pousser à intervenir à leurs côtés - la « *pensée de groupe* » officielle de Washington a refusé de reconsidérer ce jugement précipité. Hiatt se réfère toujours à la « *sauvagerie des armes chimiques* » d'Assad.

Toute suggestion selon laquelle la seule option réaliste en Syrie est un compromis autour du partage du pouvoir qui inclurait Assad - qui est considéré comme le protecteur des minorités chrétienne, chiite et alaouite - est rejeté par le slogan « *Assad doit partir* ».

Les néocons ont créé une croyance populaire selon laquelle la crise syrienne aurait été évitée si seulement Obama avait suivi leur conseil en 2011, à savoir une nouvelle intervention US pour obtenir en force un autre « *changement de régime* ».

Cependant, l'issue plus que probable aurait été, soit une autre occupation illimitée et sanglante de la Syrie par l'armée des Etats-Unis, soit le drapeau noir du terrorisme flottant sur Damas.

Au tour de Poutine

Le président russe, Vladimir Poutine, est un autre « *voyou* », depuis l'échec, en 2013, du projet de bombardement de la Syrie. Il a rendu fou de rage les néocons par sa collaboration avec Obama pour obtenir la remise des armes chimiques syriennes, puis en oeuvrant à des négociations sérieuses avec les Iraniens sur leur programme nucléaire. Malgré les désastres du « *changement de régime* » en Irak et en Libye, les néocons voulaient à nouveau utiliser leur baguette magique en Syrie et en Iran.

Poutine a été puni par les néocons US, dont Carl Geshman, le président du NED (la Fondation Nationale pour la Démocratie), et le secrétaire d'État adjoint pour l'Europe, Victoria Nuland (l'épouse de Robert Kagan) par leur aide au « *changement de régime* » en Ukraine, le 22 février 2014, et le renversement du président élu Viktor Yanukovych, et en mettant en place un régime violemment anti-Russie, à la frontière.

Aussi satisfaits qu'aient été les néocons de leur « *victoire* » à Kiev et de leur diabolisation réussie de Poutine dans les grands médias US, l'Ukraine a suivi la pente post *changement de régime* prévisible conduisant à la guerre civile. Les Ukrainiens de l'ouest ont lancé une brutale « *opération anti-terroriste* » contre la population russe de l'est qui a résisté au coup d'État soutenu par les États-Unis.

Des milliers d'Ukrainiens sont morts et des millions ont été déplacés, alors que l'économie nationale ukrainienne basculait vers la faillite. Cependant, les néocons et leurs amis *Libéraux* et *Faucons* démontrèrent à nouveau leur capacité de propagande en mettant toutes les responsabilités sur le compte de « *l'agression russe* » et de Poutine.

Bien qu'Obama ait été, apparemment, pris de court par le « *changement de régime* » en Ukraine, il s'est joint rapidement au concert d'accusations contre la Russie et Poutine. L'Union européenne s'est, également rangée derrière la demande US de sanctions contre la Russie malgré le mal que ces mêmes sanctions infligeaient à l'économie européenne déjà vacillante. Aujourd'hui, la stabilité de l'Europe subit une autre pression avec le flot de réfugiés qui arrivent des zones de guerre au Moyen Orient.

Des dizaines d'années de chaos

Si on regarde, aujourd'hui, les conséquences et les coûts de la dernière dizaine d'années marquées par la stratégie *néocons/libéraux-Faucons* de « *changement de régime* », le nombre de morts en Irak, Syrie et en Libye dépasse, selon les estimations, le million tandis que plusieurs millions de réfugiés arrivent dans des pays moyen-orientaux fragiles et pèsent sur leurs ressources.

Des centaines de milliers d'autres réfugiés et de migrants ont fui vers l'Europe, aggravant la pression importante sur les structures sociales du continent déjà affectées par la récession sévère qui a suivi le crash de *Wall Street* en 2008. Sans la crise des réfugiés, la Grèce et d'autres pays du sud de l'Europe batailleraient quand même pour répondre aux besoins de leurs citoyens.

En revenant en arrière un instant et en mesurant l'impact de la politique des néoconservateurs US, on peut être étonné de l'étendue du chaos qu'ils ont créé sur une large partie de la planète. Qui aurait pensé que les néocons auraient réussi à déstabiliser non seulement le Moyen Orient, mais, également, l'Europe...

Et pendant que l'Europe se débat, les marchés d'exportation chinois se resserrent, provoquant une instabilité dans cette économie cruciale, et, de ce choc, les répercussions se font sentir aux États-Unis.

Nous assistons aux tragédies humaines provoquées par les idéologies des *néocons/Libéraux-Faucons* à travers la souffrance des Syriens et autres réfugiés débarquant en Europe et la mort d'enfants noyés dans la fuite désespérée de leurs parents loin du chaos créé par le « *changement de régime* ». Mais les griffes des *néocons/libéraux-Faucons* sur Washington finiront-elles par se casser ? Un débat sur les dangers de la stratégie du « *changement de régime* » sera-t-il même autorisé dans le futur ?

Pas si les « Fred Hiatt du Washington Post » ont quelque chose à dire à ce sujet. La vérité est que Hiatt et autres néocons maintiennent leur domination sur les grands médias US. Ce que nous pouvons, donc, attendre des différents médias dominants, c'est plus de propagande néocons mettant le chaos non sur le compte de leur politique de « *changement de régime* », mais sur l'échec de parvenir à davantage de « *changements de régime* ».

Le seul espoir est que de nombreux Etasuniens ne se fassent pas avoir, cette fois, et qu'un « réalisme » tardif revienne dans la stratégie géopolitique US, consistant à rechercher des compromis raisonnables pour restaurer l'ordre politique dans des endroits comme la Syrie, la Libye et l'Ukraine. Au lieu de toujours plus de confrontations dures à la « *Rambo* », peut-être y aura-t-il, finalement, des tentatives sérieuses de réconciliation.

Mais l'autre réalité est que les forces interventionnistes se sont enracinées profondément à Washington, dans l'Otan, dans les grands médias d'information et même dans les institutions européennes. Il ne sera pas facile de débarrasser le monde des graves dangers créés par les stratégies néocons.

Robert Parry pour [Consortium News](#). USA, 13 septembre 2015

Article original en anglais : « [How Neocons Destabilized Europe](#) »

[Consortium News](#). Usa, le 7 septembre 2015.

* **Robert Parry**, est un journaliste d'investigation, principalement connu pour la divulgation et le suivi de l'[Affaire Iran-Contra](#) pour l'Associated Press et Newsweek. Il est aussi l'auteur de « *America's Stolen Narrative : From Washington and Madison to Nixon, Reagan and the Bushes to Obama* ». Consortiumnews, 2012, 236 p. (ISBN 978-1893517059) et fondateur de Consortiumnews.com

Traduction de l'anglais pour [Afrique Asie](#) par : Christine Abdelkrim-Delanne

[El Correo de la diaspora latinoaméricaine](#). Paris, le 24 septembre 2015.